

# La préparation du 39<sup>e</sup> Congrès (p. 6)

# COMMUNISTES

**Plus que jamais il y a besoin d'un horizon d'espoir (p. 4)**



## Vidéo

**Amazon encaisse ici, il doit payer ici !  
Fabien Roussel**

## Passeports dorés

**L'**immigration, voilà l'ennemi, grognent ensemble Macron et la droite. Il est pourtant un sujet proche sur lequel on n'a pas beaucoup entendu ces ardents défenseurs des frontières de l'Europe : les passeports dorés. Tout non Européen, en effet, peut se procurer la nationalité européenne... à une petite condition : avoir de la thune. Au Portugal, 20 000 cossus ont ainsi pu acheter leur passeport miracle. À Chypre, si vous vous procurez un bien immobilier de 2,5 millions d'euros, le document arrive automatiquement en prime. Depuis 2012, l'île a vendu 4 000 passeports de ce type. On se demande pourquoi les boat-people qui défient la Méditerranée n'y ont pas pensé. Sans doute une question de moyens. ✪

**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION 2020** (cliquez)

Je verse : ..... €

**"Donner les moyens au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**ATTENTION, plusieurs initiatives prévues ont dû être annulées/reportées ou transformées suite à l'annonce du confinement.**

**8 au 28 novembre : Forum européen. 15 forums thématiques en visioconférences.**

**Inscription :** <https://europeanforum.eu/fr/>

**12 novembre 18 h :** Forum européen. Débat : L'expérience de la crise du Covid-19 pour proposer l'avenir de la santé en Europe. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**13-14 novembre :** L'ESS, un outil de la transformation sociale. Un atout pour un « jour d'après » démocratique, social et écologique avec *L'Humanité* en visioconférence. Pour s'inscrire : [milesy@rencontres-sociales.org](mailto:milesy@rencontres-sociales.org)

**14 novembre :** Conférence régionale Île-de-France en visio

**14 novembre :** Révision solidaire avec l'UEC Paris

**14 novembre 14h :** Face au projet de loi de Finances 2021 : reconquérons la Sécurité sociale notre bien commun ! Pour disposer du lien de la visio-conférence, inscription à : [ConvergenceSP75@gmail.com](mailto:ConvergenceSP75@gmail.com)

**événement Facebook :** <https://fb.me/e/1V0xn8z7u>

**15 novembre 16h :** Soutien aux paysans brésiliens, place de la Liberté, Gennevilliers (92)

**17 novembre :** Journée d'actions (bc sur les réseaux sociaux) pour les retraités. Austérité : quand on dit non, c'est non

**17 novembre 18h :** Rassemblement contre la loi Sécurité globale ! Assemblée nationale

**19 novembre 18 h :** Forum européen. Débat. Réchauffement climatique : quelle transition écologique juste et solidaire ? Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**20 novembre :** Journée internationale d'initiatives pour les droits de l'enfant (sur les réseaux sociaux)

**21 novembre 17 h :** Forum européen. Assemblée de la culture. Pas de futur sans culture. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**21 novembre/26 novembre :** Journées de mobilisation contre les violences faites aux femmes (bc sur les réseaux sociaux)

**23 novembre 18 h :** Forum européen. Débat. Quelle sécurité globale pour la solidarité européenne et la paix mondiale ? Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**24 novembre 16 h :** Forum européen. Assemblée des syndicalistes : La crise coronavirus et ses effets sur les syndicats. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**24 novembre 18 h 30 :** Forum européen. Assemblée des femmes. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**26 novembre 18 h :** Forum européen. Débat. Quel nouveau modèle pour la production et le travail face à l'explosion du chômage ? Avec Fabien Roussel. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**28 novembre 18 h : CLÔTURE DU FORUM**, avec Pierre Laurent. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

**En novembre aussi :**

Récolte bourse aux jouets par la JC94

Collecte de fruits et légumes à Champigny, Bagnolet

**13 décembre :** Premier tour élections législatives partielles dans la 6<sup>e</sup> circ. du Pas-de-Calais

## **Lettre au Premier ministre** **Crise sanitaire/confinement**

# **Fabien Roussel interpelle le Premier ministre**

86 852 nouveaux cas positifs à la Covid-19 pour la seule journée du 7 novembre : jour après jour, les sombres records de contaminations ne cessent d'être battus. Il en est malheureusement de même pour le nombre de patients hospitalisés et celui, plus tragique encore, des décès.

La seconde vague prend ainsi la forme d'un véritable tsunami qui déferle sur nos hôpitaux. Médecins, infirmiers, aides-soignants, toutes les professions de santé rapportent que la situation sanitaire se dégrade à un rythme extrêmement préoccupant. Cette situation est d'autant plus alarmante que les capacités de soin, notamment en réanimation, demeurent beaucoup trop restreintes.

Dans les Hauts-de-France, le nombre de patients en réanimation a dépassé aujourd'hui le pic atteint lors de la première vague. Huit mois après, la situation est donc plus grave. Dans l'arrondissement de Valenciennes (Nord), des premiers patients ont été évacués vers des hôpitaux allemands. Si notre voisin d'outre-Rhin dispose de 28 678 lits de soins intensifs et de réanimation, soit près de 5 fois plus que nos propres capacités, l'Allemagne, elle-même confrontée à une deuxième vague importante, indique déjà qu'elle ne pourra pas accueillir autant de malades français qu'au printemps dernier.

Personne ne pourra admettre que des médecins, submergés par le nombre de patients, soient amenés à faire des choix insupportables au plan éthique et à prioriser certains patients au détriment des plus fragiles.

Dès lors, vous ne pouvez pas tout faire reposer sur les Français, les salariés, celles et ceux obligés d'aller travailler aujourd'hui. Votre ministre de la Santé a ainsi déclaré, jeudi dernier lors de sa conférence de presse : « Si les Français ne respectent pas le confinement, dans 8 jours la situation sera désespérée dans nos hôpitaux ! ». Ce serait donc de

notre faute ! C'est une culpabilisation insupportable de nos concitoyens.

Comment peut-il dire aux lycéens, aux collégiens et aux personnels des établissements scolaires que ce sera de leur faute s'ils attrapent ce virus quand ils sont obligés de s'entasser dans des couloirs, à la cantine, ou quand la moitié des personnels d'entretien sont malades et non remplacés ? Comment peut-il faire porter la responsabilité aux ouvriers, tels ceux de Toyota que j'ai rencontrés et qui sont 3 500 à travailler à Onnaing, à se croiser dans les vestiaires, à la cantine, avec leur pause de 20 minutes pour manger ? Un tiers des clusters se situe dans les entreprises.

Comment peut-il faire porter la responsabilité à toutes celles et tous ceux obligés d'aller travailler et de prendre le métro, le RER ou le TER et à s'entasser dans ces transports collectifs, comme si le virus n'y circulait pas ?

Lors de la première vague, le confinement strict de l'économie durant le mois de mars avait permis de faire baisser le taux de contamination de 77 % en 4 semaines ! Je crains fort que ce confinement allégé ne parvienne à ce résultat.

Pour que les Français respectent les règles, il faut des consignes claires, cohérentes, les mêmes pour tous, et à la



hauteur de la menace qui pèse sur notre pays. Surtout, nos concitoyens ont besoin de règles admises et décidées ensemble, en y associant autant le Parlement que les représentants du monde du travail. La démocratie n'est pas un problème, c'est même une grande partie de la solution pour prendre les meilleures décisions, même quand elles sont difficiles.

L'heure n'est plus aux demi-mesures. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, le confinement que vous avez mis en place n'enraye pas la courbe des contaminations et des patients en réanimation. De plus, il suscite de la colère car il oppose ceux qui peuvent poursuivre leur activité et ceux qui ne le peuvent pas.

La santé des Français doit primer sur toute autre considération, y compris économique. Et pour faire face aux conséquences d'un nouvel arrêt de notre économie, il serait temps de faire jouer la solidarité, quitte à ce que les pouvoirs publics l'imposent quand les plus fortunés, les banques et les assurances, les Gafa refusent de mettre la main à la poche. Ce n'est quand même pas à l'État, et donc aux contribuables, de tout prendre en charge quand certains s'enrichissent pendant cette crise !

Face à la gravité de la situation, je vous appelle solennellement à prendre ces mesures fortes indispensables pour notre pays, pour nos concitoyens.

Je reste à votre disposition pour en parler de vive voix.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'expression de ma haute considération. ✪

**Fabien Roussel**

secrétaire national du PCF  
député du Nord

Paris, le 9 novembre 2020

# Mobiliser les adhérents, la famille communiste

**Fabien Roussel a présenté au Conseil national du 7 novembre dernier un rapport très dense, évoquant tout à la fois la situation internationale (les élections américaines, l'Amérique latine, les enjeux de la paix), la crise française (terrorisme islamiste, rôle de l'école, bataille de la laïcité, crise économique, son tour de France des entreprises). CommunisteS propose ici deux courts extraits, l'un sur le rôle du PCF, l'autre sur la bataille de l'emploi et la nécessité en ces temps incertains de reprendre contact, remobiliser les militants, la famille communiste.**

« **N**ous vivons un moment qui nous confronte à des défis d'immense ampleur. L'un des objets de ce Conseil national est de permettre à notre parti d'en mesurer pleinement les enjeux.

## Il y a besoin d'un horizon d'espoir

La pandémie de Covid-19 s'abat sur de très nombreux pays avec une seconde vague de contaminations entraînant un très grand nombre de malades graves et de morts. Dans le même temps, elle ouvre en grand une crise économique et sociale que les travailleurs et les peuples paient, et vont payer encore davantage, au prix fort si nous ne parvenons pas à obtenir des avancées.

La gestion de la crise sanitaire dans notre pays est catastrophique, conduite essentiellement par des logiques libérales et un président qui décide seul, instaurant un régime autoritaire. Nos services publics, qui devraient être en capacité de garantir des droits pour chacun dans une telle crise sont, au contraire, réduits à peau de chagrin.

Un tel contexte favorise l'obscurcissement des consciences et la recherche de solutions réactionnaires. Il provoque des polarisations politiques et idéologiques à droite, voire à l'extrême droite, on le voit aux États-Unis où la probable défaite de Trump ne saurait occulter les phénomènes que vient de révéler l'élection présidentielle.

Plus que jamais, il y a besoin d'un horizon d'espoir, d'un projet de rupture avec le grand désordre capitaliste.

C'est là qu'un parti comme le nôtre, porteur de la perspective du communisme, a un rôle irremplaçable à jouer en ce moment. Sa parole et ses propositions fortes sont décisives pour combattre les tentations de la résignation, du découragement et du repli sur soi. Il est, à la fois, le parti de la responsabilité, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts matériels et moraux des classes travailleuses et populaires, par exemple face à la crise sanitaire ou à la crise sociale, et le parti qui propose une autre voie,

un autre mode de développement pour faire face à l'épreuve.

D'une certaine manière, tout cela dessine la toile de fond de notre 39<sup>e</sup> Congrès et la place que nous pourrions occuper lors des échéances électorales à venir. » [...]

## Faire gagner des luttes

« Tout cela conforte les décisions prises par notre CN, début septembre, pour que nous menions, partout et à toutes les échelles, la bataille pour sécuriser l'emploi et la formation et pour la reconquête industrielle, en France comme en Europe, sur le contrôle de l'argent et de nos moyens de production, pour nos services publics.

Cela a été au cœur de la mobilisation lancée les 9 et 10 octobre derniers. Ce fut un succès. Les communistes se sont mobilisés dans toute la France, en étant présents sur 103 villes ou sites, dans 65 départements.

Ne sous-estimons pas ce que nous avons fait durant cette période, en pleine pandémie. Peu de partis sont capables de tenir une telle mobilisation. Et nous sommes le seul à y mettre ces contenus.

Dans certains endroits, comme dans l'Aube qui compte 300 adhérents, les communistes se sont rassemblés à quelques dizaines et ont pu mettre en débat ces questions avec le préfet lui-même. C'est la première fois qu'ils sont reçus par le représentant de l'État en personne, depuis des années. Dans d'autres, ils ont interpellé les directions de services publics, comme à Paris avec l'hôpital, ou de boîtes privées, pour montrer que les richesses existaient pour sécuriser l'emploi, augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail, dans le privé comme dans le public. Partout ou presque, la presse régionale a fait écho à ces mobilisations.

Tout cela donne confiance aux militants, à notre organisation.

Cette bataille est essentielle, alors que nous ne sommes qu'au début d'une crise qui va s'avérer plus dévastatrice encore dans les prochains mois.

Essentielle pour la jeunesse notamment, première victime de cette double crise sanitaire et économique. Tourbons-nous résolument vers elle, avec notre mouvement de jeunesse, et en lien avec les organisations syndicales, en travaillant à des plans d'embauches, de pré-recrutements, de formations dans une multitude d'entreprises publiques et privées.

Les conditions sanitaires imposent évidemment des actes militants adaptés. Mais elles n'empêchent pas une intervention communiste déterminée et de haut niveau.

C'est évidemment indispensable pour faire gagner des luttes, obtenir des reculs du patronat et du gouvernement. Mais c'est aussi une condition pour que les salariés, dans toutes leurs composantes, renouent avec l'utilité de l'acte politique, alors même qu'élection après élection, nous déplorons un recul de la confiance en la capacité de la politique à changer radicalement les choses.

Les semaines qui viennent vont être décisives, tant du point de vue de la bataille idéologique à mener dans le pays que des initiatives politiques à faire grandir pour donner une issue de progrès à la colère populaire qui grandit.

## Renforcer les contacts et le dialogue

Dans un contexte de confinement, même partiel, l'intervention communiste va s'avérer une fois encore plus complexe à mettre en œuvre. Complexe, oui, mais pas impossible, si nous mobilisons ce qui fait la force première de notre parti, je veux parler des adhérents.

Cela passe d'abord par un effort de toutes nos directions pour renforcer les contacts et le dialogue avec ces milliers de camarades, confrontés eux aussi aux conséquences des crises que nous vivons, tant du point de vue idéologique que d'un point de vue matériel. Nous avons besoin d'aller les voir, de prendre de leurs nouvelles, de leur apporter aide et soutien quand c'est nécessaire. C'est aussi notre famille. Prenons le temps de les voir, de les contacter, un à un, pour manifester notre solidarité, pour discuter avec tous de la situation politique dans le pays et dans le monde. Ils sont eux aussi, en réalité, les premiers de cordée de la bataille idéologique et politique que nous devons mener.

Avec eux, nous pouvons décider aussi de renouer avec les chaînes de solidarité que certaines de nos sections, comme à Villejuif, avaient mises en place lors du 1<sup>er</sup> confinement, pour aider à des distributions alimentaires et débattre d'un véritable plan de lutte contre la pauvreté.

Nos adhérents sont confrontés aux mêmes angoisses, aux mêmes colères que l'ensemble de nos concitoyens. Alors, prenons la décision d'avoir un contact physique ou téléphonique avec chacun d'entre eux d'ici la fin de l'année. Je proposerai une cellule de suivi de ce travail au niveau national pour faire le point régulièrement.

Ce sera aussi l'occasion de mieux sentir, de mieux apprécier l'état de nos adhérents, l'impact des médias et des réseaux sociaux sur leur réflexion. Ce sera, surtout aussi, l'occasion de cultiver cet espoir et cette solidarité qui sont au cœur de notre engagement communiste. » ✪

# Pour des États généraux de l'éducation

Cette rentrée scolaire aurait dû être celle d'une réponse forte de l'ensemble de la communauté éducative à l'ignoble attentat qui a coûté la vie à Samuel Paty, « coupable » d'avoir exercé son métier. Au-delà de la commémoration à la mémoire de notre collègue décapité, cela aurait dû être le moment de replacer l'école au cœur de la République, de la défense de la laïcité, de la liberté d'expression et des défis qui fragmentent la société française.

Le ministre de l'Éducation nationale n'a pas souhaité laisser aux équipes enseignantes le temps de préparer cette rentrée afin de donner du sens pour les élèves à l'hommage rendu à notre collègue. Cela a été très mal vécu par l'ensemble de la communauté éducative pour qui la crédibilité du ministre était déjà sérieusement remise en cause.

Cette rentrée aurait dû être une rentrée hors norme avec le retour d'une vague épidémique et le choix, contrairement au mois de mars, de maintenir les établissements scolaires ouverts. Or, le protocole sanitaire s'avère soit inapplicable, soit très en dessous de ce qu'il faudrait mettre en place pour garantir, en même temps que la continuité pédagogique, la sécurité sanitaire des élèves, de leurs familles et de la communauté éducative.

C'est donc la colère qui prédomine chez de nombreux enseignants. Ce qui peut apparaître comme de l'impréparation est en fait une conception très verticale et descendante des processus de décisions sans aucune prise en compte de la réalité et des besoins. L'urgence est utilisée depuis 8 mois comme prétexte pour imposer l'accélération de la transformation de l'école à moyens constants. La question du décrochage scolaire et de son aggravation durant le premier confinement est éludée.

Le PCF a proposé dès le mois d'avril un plan d'urgence pour l'éducation, qui prévoyait la prolongation dans la durée de l'épidémie et développait des propositions pour garantir le maintien et le développement d'une école qui réponde aux besoins des élèves et notamment ceux qui n'ont que l'école pour apprendre.

Ce plan d'urgence démontre chaque jour sa pertinence. Depuis 7 mois, rien ou presque n'a été fait. De multiples questions se posent aujourd'hui et vont se poser dans les semaines qui viennent.

Comment pallier l'absence d'enseignants et de personnels malades ou cas contacts sans remplaçants ? Comment détecter,

**PCF**  
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

## PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION

L'épidémie du Covid-19 a mis en avant le besoin d'une réorientation de notre société actuellement basée sur la marchandisation. L'école doit être reconnue comme un bien commun indispensable à tous.

En ce sens, l'attitude de Macron et de son gouvernement est encore plus irresponsable : l'annonce d'une date de réouverture des écoles ne s'accompagne d'aucune véritable politique pour rendre cette reprise possible ! L'État se défait sur les collectivités territoriales et sur les familles. À chacun de bricoler avec les moyens du bord, quitte à provoquer une relance de l'épidémie... Pourtant, l'argent existe : le gouvernement trouve des milliards pour renflouer les grands industriels, mais pas pour garantir de bonnes conditions d'enseignement et d'apprentissage pour tous les enfants ?

Pire, le gouvernement cherche à instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer son projet pour l'éducation : une école à la carte, différente d'un territoire à l'autre, d'un élève à l'autre. Si le 11 mai, seuls les enfants qui n'ont pas d'autre choix retournent à l'école, comment croire qu'il en sera autrement en septembre ? Si nous ne faisons rien maintenant, si nous ne créons pas rapidement les conditions d'une rentrée de qualité pour toutes et tous, alors petit à petit, nous nous habituerons à considérer que le service public d'éducation nationale est une école au rabais, pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix. Et toutes les familles qui le peuvent chercheront d'autres solutions, ailleurs, dans le privé, en mobilisant les ressources familiales ou en ayant recours à l'enseignement à distance.

**Si, dans l'immédiat, les établissements scolaires doivent ouvrir, ce n'est que pour permettre de réels apprentissages et non pour être un mode de garde en direction des enfants des familles qui n'ont pas d'autre choix que de retourner travailler. C'est à l'école qu'on apprend et qu'on progresse, avec l'ensemble des élèves et des adultes dont c'est le métier.**

La crise sanitaire a montré à quel point nous avons besoin d'un système éducatif de haut niveau, commun à toutes les citoyennes et de demain, pour faire face aux défis de l'avenir.

Notre école est en crise : l'interruption scolaire a mis en exergue et a amplifié les inégalités scolaires vécues depuis de longues années. Face à cette crise, Macron et son gouvernement proposent une réponse simple : en finir avec l'objectif d'égalité. Nous voulons au contraire construire un changement radical de politique, pour construire une école commune, pour toutes et tous : une école gratuite dans laquelle les enfants sont à égalité, faisant le pari que tous les jeunes sont capables d'atteindre un haut niveau de formation, de culture et de savoir, permettant à toutes et tous de maîtriser leur destin, individuel et collectif.

Cette période, qui a des conséquences sur l'ensemble de la société, dans tous les domaines, pose avec encore plus d'acuité la question centrale du rôle de l'école. Comment peut-elle donner aux citoyennes et aux citoyens de demain les moyens d'agir sur leur avenir, celui de leur pays, celui de la planète ? Cette réflexion ne peut être séparée de la lutte pour une société plus juste car cela, seulement, permettra d'une part aux apprentissages de ne plus être un enjeu de réussite et de survie personnelles et d'autre part, la construction d'une société du XXI<sup>e</sup> siècle au service de toutes et tous.

**Nous proposons un plan d'urgence pour l'éducation à décliner en trois temps : des mesures nécessaires à la réouverture des écoles pour toutes et tous et qui doivent intervenir le plus vite possible ; des mesures à prendre d'ici la rentrée de septembre pour entamer une réorientation profonde des politiques éducatives ; et des mesures de moyen terme, visant à construire une politique éducative en rupture avec les logiques qui nous ont conduits à la crise.**

**Il se décline en 17 propositions que nous venons au début.**

isoler, traiter personnels et élèves sans médecine scolaire digne de ce nom ? Le dédoublement des cours, notamment dans le secondaire, nécessite certes des moyens conséquents en termes de personnels et de locaux, mais il permettrait d'une part d'améliorer la sécurité sanitaire dans les établissements, et d'autre part d'engager une véritable lutte contre la difficulté scolaire et

le décrochage qui se sont accrus depuis le printemps.

Les personnels de l'éducation, au-delà des contre-ordres et d'une nouvelle illustration du mépris du ministre à leur égard, élaboreront en ce moment des protocoles pour maintenir les établissements ouverts. Faute de perspective et de moyens supplémentaires, la seule solution, mais qui ne peut être durable, est celle d'un mixte distanciel, présentiel. Mais on manque de tout, d'agents, de produits, de temps ; on manque de remplaçants. Chaque établissement a ses spécificités, à un endroit le dédoublement s'avère utile, ailleurs non, et c'est la question des locaux qui se pose. Parfois les solutions pourraient être trouvées avec 5 ou 6 salles de classe supplémentaires, ou 7 ou 8 collègues en plus.

Il était et il est encore possible de recruter des enseignants, en faisant appel à ceux qui ont échoué aux concours en juin dernier et l'année précédente, en titularisant les contractuels.

Ce sont des dizaines de milliers d'emplois dont il y aurait besoin à un moment où le chômage explose et où 700 000 jeunes rentrent sur le marché du travail.

Il est encore possible de trouver des locaux, d'en mettre à disposition de manière provisoire et d'aider communes, départements et régions à relever ce défi.

Comme dans d'autres domaines, le gouvernement utilise la crise pour imposer la transformation de l'école, accélérant l'individualisation des parcours, et mettant en œuvre une école à plusieurs vitesses. Nous savons désormais que nous en avons pour des mois, et que cette année scolaire est menacée après celle interrompue en mars dernier.

Le défi, l'enjeu de société de l'élévation du niveau de connaissance de toute une classe d'âge, de l'enseignement d'une culture commune de haut niveau dans une école émancipatrice qui réponde aux besoins de tous les élèves appellent des réponses neuves qui rompent avec les logiques à l'œuvre depuis de nombreuses années.

C'est le sens de la proposition faite par le réseau École du PCF, au-delà du plan d'urgence d'organiser des États généraux de l'éducation avec l'ensemble des forces sociales et de progrès, de la communauté éducative. ✪

**Sébastien Laborde**  
membre du CEN

# Vers un 39<sup>e</sup> Congrès ambitieux et novateur

À son ordre du jour, le Conseil national, réuni ce 7 novembre, avait l'ouverture de la discussion préparatoire au 39<sup>e</sup> Congrès du PCF. Comme le prévoient nos statuts, il doit se tenir en 2021. Et l'ampleur des défis qui se posent à nous, dans une configuration planétaire et nationale à bien des égards historique, rend l'échéance encore plus déterminante.

L'épidémie de Covid-19 finit, en effet, de révéler une véritable crise de civilisation. L'urgence sanitaire, qui se trouve posée à de très nombreuses nations, s'imbrique étroitement aux enjeux climatiques et écologiques qui interrogent l'humanité sur son devenir. La planète aborde, dans ce cadre, un moment où se redéfinissent l'ensemble des paradigmes de l'ordre géopolitique du monde.

La crise de la globalisation capitaliste se développe ainsi dans un contexte de chaos politique généralisé, de bouleversement des hiérarchies de dépendance sur lesquelles reposaient hier les mécanismes de domination des grandes puissances et du capital, de grand désordre idéologique. À l'aube d'un siècle encore nouveau, se repose au genre humain la vieille alternative : rupture avec un système d'exploitation et d'oppression, ou barbarie. Certes, la situation engendre, parmi les peuples, des prises de conscience salutaires des impasses auxquelles conduit un capitalisme en pleines convulsions, et ces potentialités seront décisives pour ouvrir au monde un chemin de justice, de démocratie et de paix. Mais le mouvement ouvrier et les forces progressistes connaissent simultanément une panne particulièrement dangereuse de perspectives.

L'état de la France est à l'unisson. Crises sanitaire, économique, sociale, démocratique, perte de légitimité accrue d'un pouvoir dont la politique est rejetée, fracturations multiples de la France appellent des solutions à la hauteur, réalistes et révolutionnaires, révolutionnaires parce que profondément réalistes. Faut de quoi, comment inverser le mouvement d'éloignement des classes travailleuses et populaires avec la politique, ce mouvement qu'alimentent la désespérance comme les tendances au repli, et dont les dernières élections municipales auront montré l'ampleur ?

La peur et les divisions risquent alors de s'emparer de notre société, les dangers d'explosions de colère privées de débouchés politiques crédibles de s'aggraver, les dérives identitaires, racistes et intégristes de se voir ouvrir un boulevard (comme viennent de le laisser apparaître le terrorisme islamiste et ce qu'il a engendré dans le pays). C'est la Macronie, la droite et l'extrême droite qui peuvent en tirer profit, en se lançant dans des surenchères aux solutions autoritaires.

Un parti comme le nôtre a, par conséquent, un rôle irremplaçable à jouer. Parce que, plus que jamais, le communisme représente un horizon d'avenir.

Parce qu'il s'agit de reconstruire un rapport de force et d'arracher des victoires, à partir d'objectifs de haut niveau et de formes d'organisation démocratiques, ainsi que nous nous sommes efforcés de le faire encore dernièrement avec notre campagne sur l'emploi. Parce que la seule réponse à l'« archipelisation » du pays se trouve dans la formation d'un bloc des classes et couches sociales ayant intérêt à tourner la page d'un capitalisme en convulsions. Parce qu'il importe, à cette fin, de défendre dans le débat public les propositions programmatiques à même de répondre aux attentes populaires et remettre radicalement en cause la domination du capital. Et parce que la situation très préoccupante à gauche appelle une réponse ambitieuse : cette union populaire, fondée sur un contenu transformateur et construite à partir de l'intervention populaire, dont parlait le 38<sup>e</sup> Congrès. C'est dans ce contexte que doivent être abordées les élections présidentielle et législatives de 2022. Est ici posée aux communistes la question de la manière dont ils peuvent, dans le débat de la gauche, mais aussi avec notre peuple, mettre à disposition une proposition globale : un contenu qui réponde aux défis du moment ; une offre de reconstruction de la gauche et de rassemblement populaire, sur des objectifs qui puissent redonner confiance et espoir au plus grand nombre ; une candidature communiste qui porte ces objectifs, pèse effectivement sur la vie publique, crée par sa dynamique les conditions d'une majorité politique, non seulement à la présidentielle mais aussi aux législatives, permettant notamment de faire élire le plus de députés communistes possibles, avec à l'arrivée un groupe renforcé à l'Assemblée nationale.

Sur ces trois champs de travail, et sur les conclusions qu'il conviendra d'en retirer en matière de construction et de renforcement du Parti, adhérentes et adhérents du PCF sont dès à présent appelés à débattre. Avec pour premier souci de mener au fond toutes les discussions qui se présentent, et avec l'objectif d'aboutir au plus large rassemblement autour de la « base commune » que le Conseil national soumettra ensuite à leur vote.

Dit autrement, il s'impose de réunir les conditions du débat le plus démocratique, prenant en compte la diversité des opinions et des expériences, recherchant l'implication maximale des communistes.

Ce qui constitue, dans les circonstances présentes, un enjeu supplémentaire. Entre les confinements à répétition, l'impossibilité de ce fait de faire fonctionner normalement nos instances, et le chamboulement prévisible des agendas politiques de l'an prochain (les élections départementales et régionales semblent devoir être reportées en juin, voire en septembre), adopter définitivement un calendrier et des modalités de travail précises se sera révélé impossible ce 7 novembre.

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville.....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le Conseil national s'est donc donné un mois, jusqu'à une nouvelle réunion le 12 décembre, pour instruire les hypothèses envisageables, au plus près des fédérations.

C'est, maintenant, à chacune et chacun de s'emparer des questionnements soulevés pour apporter sa contribution, organiser des échanges approfondis entre militants, permettre aux leçons de l'activité militante d'enrichir l'élaboration collective. Un site Internet dédié sera, à cette fin, prochainement ouvert.

Un congrès communiste n'est jamais une formalité. Celui-ci moins qu'aucun autre... ✪

**Christian Picquet**  
membre du CEN

# L'UEC veut redevenir l'organisation de référence sur les universités

## Développer et renforcer la branche étudiante du MJCF

Samedi 31 octobre, les étudiants et étudiantes communistes se sont rassemblés lors de la séance étudiante de l'Assemblée nationale des animateurs et animatrices (ANA) du Mouvement jeunes communistes de France. Plus de vingt secteurs étaient représentés à cette séance. Les travaux réalisés ont permis de fixer les priorités de l'Union des étudiants et des étudiantes communistes (UEC) pour l'année à venir. À l'issue de ces travaux, le collectif national de l'UEC a été renouvelé et a fait le choix d'élire Jeanne Péchon comme secrétaire nationale.

Les représentants des secteurs de France ont fixé pour ambition de redévelopper et renforcer l'UEC sur tout le territoire. Ces dernières années, la branche étudiante du MJCF a trop souffert des divisions. La séance étudiante de l'ANA a fixé comme principaux objectifs d'organisation de retrouver une cohérence nationale, de rassembler l'ensemble des étudiantes et étudiants communistes dans l'UEC et de permettre aux communistes d'avoir une adresse spécifique sur les universités à destination des étudiantes et des étudiants.

Tout au long de la séance étudiante, les représentantes et représentants des secteurs ont échangé sur le déploiement des campagnes du Mouvement sur les campus de France. Outre leurs buts respectifs, ces campagnes doivent permettre à l'UEC de militer au plus près de la réalité des étudiants et des étudiantes, de mener la bataille de l'adhésion et d'organiser les étudiants et les étudiantes dans l'UEC.

## L'UEC sera à la hauteur du contexte politique

Le contexte sanitaire dans lequel est plongé le pays impacte durablement les étudiants et les étudiantes. La fermeture des établissements durant le premier confinement a entraîné des difficultés pour poursuivre ses études et a amplifié les inégalités d'accès aux ressources. La crise économique que nous traversons a accentué la précarité dans laquelle sont déjà plongés nombre d'entre nous. À cette précarité s'ajoute la hausse du coût de la vie étudiante qui augmente pour la troisième année consécutive.

La précarité, couplée à l'augmentation du coût de la vie étudiante, oblige de plus en plus d'étudiantes et d'étudiants à se salarier à côté de leurs études. Plus de 50 % des étudiantes et étudiants sont obligés

de jongler entre leurs études et un travail. Le salariat étudiant est aujourd'hui la première cause d'échec à l'université. Pour y mettre fin, l'UEC va militer tout au long de l'année pour l'instauration d'un revenu étudiant supérieur au seuil de pauvreté et financé par les cotisations sociales.

Parmi cette précarité il y a celle du logement. Aujourd'hui, le parc locatif est en tension, il existe seulement 170 000 logements pour plus de 2,7 millions d'étudiants et d'étudiantes, forçant nombre d'entre nous à se tourner vers des solutions plus coûteuses. Permettre l'accès à toutes et tous à un loyer modéré nécessite un réinvestissement massif dans le CROUS. Le droit à un logement digne doit être garanti.

Au-delà de cette précarité qui met nos études en danger, les attaques libérales à l'encontre de l'enseignement supérieur depuis plusieurs années ont dégradé la qualité de l'enseignement et la reconnaissance de nos diplômés : sélection généralisée, mise en concurrence des élèves mais également des universités entre elles, précarisation des enseignants et enseignantes... L'enseignement supérieur subit de plein fouet les politiques austéritaires des vingt dernières années. Afin de garantir l'égalité d'accès aux formations sur l'ensemble du territoire, nous revendiquons un cadrage national des diplômes, la fin de l'autonomie des universités et un réel engagement de l'État dans l'enseignement supérieur et la recherche.

## Le combat pour la Palestine réaffirmé

En France, les communistes ont toujours été le fer de lance des luttes décoloniales et anti-impérialistes. L'UEC n'en fait pas exception. Tout au long de l'année à venir, l'Union des étudiantes et étudiants communistes mènera la bataille pour la reconnaissance de l'État palestinien. L'ensemble des secteurs de France seront présents pour faire connaître auprès des étudiants et des étudiantes la figure de Marwan Barghouti, prisonnier politique palestinien, député du Fatah, emprisonné depuis 2002 en Israël et revendiquer sa libération.

Les étudiants ont été et ont vocation à être une force vive des luttes pour la paix et l'autodétermination des peuples.

« L'Union des étudiant-e-s communistes a de beaux jours devant elle et saura être à la hauteur des enjeux. » ✪

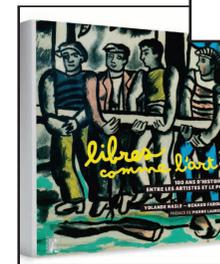
Jeanne Péchon  
secrétaire nationale de l'UEC



L'exposition itinérante reprenant des affiches du Parti durant ces 100 années est à réserver auprès de Corentin à l'adresse [centenaire@pcf.fr](mailto:centenaire@pcf.fr). Elle est composée d'une dizaine de rolls-up, expédition à la charge de la fédération et conditionnée au paiement du 13ème timbre sur le centenaire.

Voir également l'exposition en cours "AUX ALENTOURS DU CONGRÈS DE TOURS 1914-1924", au Musée de l'Histoire Vivante à Montreuil, qui se terminera le 31 janvier 2021.

Renseignements pour visites groupées : [haury@orange.fr](mailto:haury@orange.fr)  
01 48 54 32 44



**Haut-Karabakh**

# Paix et solidarité avec le peuple arménien

**Après six semaines d'agression militaire, de bombardements et d'exactions contre les républiques d'Artsakh et d'Arménie, l'Azerbaïdjan vient de reprendre le contrôle de plusieurs districts (Agdam, Gazakh, Kelbajar) qu'entérine le cessez-le-feu ratifié sous l'égide de Moscou. Cette déclaration fige des positions désormais garanties par le déploiement de 1 960 soldats russes.**

Le premier ministre arménien, Nikol Pashinian, a affirmé que sa ratification avait été « incroyablement douloureuse pour (lui) et (son) peuple ». Le bilan humain, amplement sous-estimé, est terrible puisqu'il fait état de 1 300 morts et d'un exode massif des civils. Le nettoyage ethnique est à l'œuvre, avec sa brutalité sanguinaire, exacerbé par le nationalisme criminel du président Ilham Aliiev : « J'avais dit que nous chasserions [les Arméniens] de nos terres comme des chiens et nous l'avons fait. »

Cette annexion de territoires arméniens, si elle renvoie à un conflit territorial ancien, ne doit pas masquer les mutations des relations internationales et à l'implication directe du régime turc. Ankara a joué un rôle déterminant dans l'ouverture de ce nouveau front en équipant matériellement l'armée azérie et en l'épaulant par l'envoi d'experts et de mercenaires djihadistes. R.T. Erdogan méprise la légalité internationale et ne connaît que la règle de la force et du fait accompli. Il a profité de l'absence de volonté politique et surtout de l'impuissance du groupe de Minsk (États-Unis, Russie, France) pour accroître son expansionnisme et pour imposer ses volontés en Irak, en Syrie et en Méditerranée orientale. Ne nous y trompons pas, ce nationalisme islamiste nourrit des relents génocidaires à l'encontre des Arméniens. Les États-Unis, plus nettement encore sous l'Administration

Trump, ont constamment protégé la Turquie de R.T. Erdogan alors qu'à la face du monde Ankara appuyait l'organisation de l'État islamique (Daesh) et soutient encore une kyrielle d'organisations djihadistes. L'Union européenne, quant à elle, tétanisée par la question des migrants et ses divisions, a fermé les yeux sur les agissements de ce tyran, allant jusqu'à extraditer, encore récemment, des Kurdes promis à la mort. Quant à la Russie, menacée par plusieurs incendies dans son environnement immédiat (Donbass, Biélorussie, Kirghizistan), elle remporte la palme du cynisme puisqu'après avoir armé les deux camps, elle doit faire face désormais à l'intrusion turque dans le Caucase. Enfin, que dire de l'immense responsabilité du premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, qui refuse de reconnaître le génocide arménien et fait de Bakou son principal allié régional en pourvoyant ce régime d'armements de pointe.

La communauté internationale a laissé seul un peuple victime d'une agression sauvage.

Dans les circonstances présentes, le peuple arménien a besoin d'une solidarité large et massive des peuples et des forces progressistes. La guerre menée par le duo turco-azérie a aggravé les tensions régionales, les ressentiments nationalistes, chassé de leur terre les Arméniens et ne règle en aucun cas le conflit.



Il serait mortifère pour l'avenir de sceller la situation actuelle et de passer à autre chose.

La paix ne pourra jamais être fondée sur cette occupation. Il est de la responsabilité des États membres de l'ONU, des membres de son Conseil de sécurité, d'assurer la protection internationale des populations arméniennes et de conduire une diplomatie offensive, sur la base des principes de Madrid, afin de frayer un chemin possible vers la paix respectant les droits inaliénables des peuples.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron a gravement fait défaut à l'amitié qui lie historiquement la France au peuple arménien. Il s'est targué de sa neutralité alors qu'il a, lui aussi, armé les deux belligérants, et il a failli dans sa responsabilité au sein du groupe de Minsk. La diplomatie française doit s'engager résolument pour un véritable retour à la paix.

Dans la lutte pour une paix durable, le peuple arménien peut compter sur la solidarité du Parti communiste français. ✪

**Fabien Roussel**

secrétaire national du PCF  
et député du Nord  
Paris, le 10 novembre 2020

# Opération Aquarium (2/5)

**L'immeuble de la direction nationale du PCF, place du Colonel-Fabien, fut tout un temps espionné par les services secrets américains. Un fonds d'archives l'atteste. Retour sur une affaire qui fit du bruit au milieu des années 70.**

Lors des différents entretiens avec Marchal, à l'hôtel Le Méridien de la Porte Maillot, l'ordre du jour est assez informel ; à en juger par les comptes rendus d'archives, la discussion pouvait passer du coq à l'âne. Marchal livra en vrac une série d'informations, toujours confirmées par des documents peu contestables (lettres, papiers divers). Par exemple, il signala qu'un cadre (en retrait de la direction fédérale) d'une Fédération du Sud avait écrit, en janvier 1975, au consulat américain de Marseille. Il offrait ses services aux Américains pour les informer (de l'intérieur) de l'actualité communiste. Le consulat réagit avec retard, sans doute pour vérifier les faits. Il envoya même un courrier, au contenu très neutre, pour accuser réception ; le correspondant américain s'appelait - ou se faisait appeler plutôt - Walter Allee. Au final ça ne se fera pas. Pourquoi ? Dans le fonds d'archives on assure que l'homme, le candidat taupe, aurait entretemps adhéré au PS...

Après l'espionnage des Vietnamiens, Marchal fut aussi, un moment, affecté à la surveillance de personnalités soviétiques (l'un d'eux résidait rue de la Faisanderie). Le groupe de Marchal pouvait aussi favoriser la sortie de dissidents de pays de l'Est avec la méthode suivante : un agent se rendait en voiture (en grosse voiture) en Bulgarie où il laissait le véhicule et de faux papiers d'identité ; il revenait en France par avion ; l'opposant russe pouvait accéder sans trop de problème en Bulgarie ; il y récupérait l'automobile et sa fausse identité, et passait à l'ouest, par la Grèce.

Cependant, l'essentiel de l'activité d'espionnage de Marchal va très vite consister à espionner le siège de la direction nationale du PCF, le tout nouvel immeuble de la place du Colonel-Fabien. Une partie du bâtiment alors est encore en travaux. Marchal vit cette nouvelle fonction comme une promotion ; il doit aussi s'attendre à une meilleure rétribution (ce qui, semble-t-il, ne se fera pas et l'agacera fortement).

Le travail de son équipe consiste à repérer tous les mouvements des dirigeants, des employés du siège, et si possible à infiltrer des micros dans l'immeuble.



Les Américains ont trois dirigeants communistes dans le collimateur : Georges Marchais, Gaston Plissonnier, Jean Kanapa.

Marchais : Il est alors en pleine gloire, politique, médiatique. Un des objectifs est de poser un micro dans sa voiture. Manifestement cet objectif sera atteint, les « services » réussiront à « sonoriser » (comme ils disent) son véhicule où se trouvait aussi le chauffeur (et parfois le garde du corps). Marchal se souvenait de l'enthousiasme de sa hiérarchie à l'annonce de ce « succès ». (Évidemment, aussitôt avertie, la direction prendra les mesures adéquates...).

Plissonnier : Il a la réputation de tout savoir sur tout, depuis toujours, il fut donc amplement ciblé. C'est sa maison personnelle,

un pavillon dans les Hauts-de-Seine, qui doit être particulièrement visé. Les services ne sont pas regardants en matière financière et sont prêts à louer ou acheter tout lieu proche du pavillon. Selon Marchal, ils sont alors équipés pour écouter efficacement jusqu'à 200 mètres de distance. Ils vont même faire venir « en urgence » de Washington des experts en écoute pour apprécier le terrain, les meilleures possibilités d'écoute, etc.

Kanapa : Les archives contiennent cette phrase de Marchal : « Kanapa c'est le principal. » Il faut dire qu'il était à la fois le principal conseiller de Marchais et le chef de la « pobox », la section internationale du PCF. Il connaissait parfaitement le mouvement communiste mondial et encourageait une orientation « eurocommuniste ». La presse parfois le présentait comme un possible ministre des Affaires étrangères en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections. Alors ils pistent Kanapa et il leur vient une idée étonnante, même si tout est étonnant dans ce dossier. Il est demandé à Marchal et à tous les agents d'être extrêmement précis dans leurs descriptions de Kanapa, taille, visage, look, tics, cheveux, costumes, habitudes. Il avait un type bien marqué, c'était un homme fin, élégant, le visage sévère, les cheveux plaqués, un peu l'air - avec tout le respect qu'on lui doit - d'un officier britannique de l'armée des Indes, genre David Niven... La CIA demande donc sur lui une profusion de détails. Leur idée, c'est de « fabriquer » un sosie de Kanapa ! De se servir de ce doublon pour fouiller notamment son appartement (à Bagnolet) lorsqu'il serait occupé à Fabien ou en voyage. Envisageaient-ils que le faux Kanapa trompe la vigilance des gardes et entre aussi à Fabien ? Un face à face entre Kanapa et son sosie dans un ascenseur de Fabien n'aurait pas manqué de sel... ❄️

**Gérard Streiff**

[Nous verrons la semaine prochaine comment la CIA « filochait » pareillement les nombreux employés du siège.]

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichieï (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.  
RÉDACTION : Gérard Streiff  
Mél : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
RELECTURE : Jacqueline Lamothe  
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA